

T.S.F - Cf J.F. DUBOIS

DIOCESE DUNGU DORUMA

PAROISSE SAINT VINCENT FERRIER DE DORUMA

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Contact : Téléphone : 00243810001534

E-mail : evdomba@yahoo.fr

MASSACRES DE LA POPULATION DE
DORUMA PAR *LA LORD RESISTANCE ARMY*
(LRA): MOT ET PLAIDOYER DE LA
COMMUNAUTE DE BASE SUR LA GESTION
DE LA CRISE

DORUMA JANVIER 2009

INTRODUCTION

Le présent document sur les exactions commises par les éléments de la Lord Resistance Army (LRA ou Armée de Résistance du Seigneur) à Doruma se veut un cri d'alarme de la population victime et un cahier de requêtes destiné aux humanitaires tant nationaux qu'internationaux et à toutes les organisations solidaires et ouvertes à la misère humaine sous toutes ses formes.

Puisse le cri de notre détresse rencontrer auprès de nos lecteurs et de toute personne de bonne volonté un écho favorable.

I. DESCRIPTION DE LA SITUATION.

Depuis le 24/12/2008, les rebelles ougandais de la LRA s'infiltrèrent dans les villages périphériques de la cité de Doruma : Diabio, Batande, Nagengwa, Mabando etc. (cf. Annexe).

Leur intention meurtrière et terroriste contre la population de Doruma s'est révélée le jour de Noël c'est-à-dire le 25/12/2008. Alors que la population de Batande (7 km de Doruma) pour ne s'arrêter qu'à ce cas typique, se trouvait toute réunie en vue de célébrer et fêter Noël à la manière africaine, tout d'un coup apparaissent les éléments de la LRA dans la cour de l'église-chapelle. Ils se mirent alors à arrêter et à ligoter tous les fidèles, les traînèrent dans la brousse et se mirent à les exécuter impitoyablement à coup de hache, de gourdin ou au couteau sans distinction d'âge ni de sexe. Quelques personnes furent emportées et gardées momentanément juste pour faire office de porteurs avant de subir elles aussi le même sort à savoir la mort. Aucun otage ne fut libéré. Des familles entières furent atrocement massacrées. Selon les récits concordants des rescapés, tous les sujets féminins furent massivement violés avant d'être tués. Et les corps de ces malheureuses femmes en disent long : cadavres dépouillés de sous-vêtement et aux jambes largement écartelées (que l'on nous soit indulgent pour cette expression qui pourrait outrager la pudeur).

Des membres des familles rendus sur les lieux de supplice enterrèrent audacieusement leurs morts dans des fosses communes (six à dix corps par fosse) pendant que jusqu'alors d'autres corps en putréfaction jonchaient la forêt de Batande, Nagengwa, Mabando... Le bilan provisoire des personnes exécutées dans l'espace de deux jours c'est-à-dire le 25 et le 26/12/2008 s'élève à plus ou moins 300 morts. Ce bilan ne concerne que les corps ayant été découverts. A vrai dire, les exécutions sommaires ont continué et sont devenues monnaie courante dans les petits villages parsemés à travers la forêt de Doruma.

La cité de Doruma qui est une agglomération de plus ou moins 7000 habitants, a eu la vie sauve grâce aux éléments d'auto-défense. Ceux-ci ont assuré la sécurité de la cité jusqu'à l'arrivée salutaire et ponctuelle des éléments de l'UPDF (Uganda People's Defense Force) et des FARDC (Forces Armées de la République Démocratique du Congo), deux jours seulement après le sinistre massacre de Batande. Avec l'action concertée de ces deux groupes, Doruma est presque sécurisé jusqu'en date sur un rayon de 20 km². Toutefois il faut avouer que la LRA en débandade continue à faire des incursions sanguinaires par ci par là dans les villages éloignés de positions occupées par les forces gouvernementales. Tel est le cas de Diagbe, Bangadi, Bakudangba et Gangala.

Pour l'heure, la population de Doruma salue la détermination avec laquelle les FARDC et l'UPDF travaillent pour affaiblir et extirper l'ennemi hors de nos frontières et souhaite que toute la batterie soit mise en marche pour faire partir de la RDC un autre groupe très hostile : les éleveurs Mbororo.

Du point de vue humanitaire, la famine et les épidémies guettent la population de Doruma si aucune mesure n'est prise tant par la croix rouge que par les autres organisations humanitaires. En effet 17050 déplacés affamés, dénudés et psychologiquement défaits dorment confinés dans les édifices publics, débordent les familles d'accueil et passent la nuit à la belle étoile. Le coût de la vie devient intenable dans la mesure où toutes les sources habituelles de ravitaillement de Doruma centre sont inaccessibles : les champs et les greniers qui contenaient les vivres étaient situés dans les zones pillées, détruites et encore épiées par la LRA.

Devant cette catastrophe, la population s'est organisée en comité local de gestion de crise autour de la caritas paroissiale, de l'autorité administrative et des associations locales. Force nous est ici d'adresser nos sincères et vifs remerciements au gouvernement provincial pour son intervention ponctuelle à la faveur de la population de Doruma. Cette aide nous a permis de soulager tant soit peu 200 ménages de déplacés sur les 3000 enregistrés jusqu'en date. Et nous attendons recevoir de deux mains les autres aides annoncées. Au-delà des réponses urgentes et ponctuelles à la crise actuelle, la communauté de base de Doruma, réunie autour de la Paroisse catholique et de la Société Civile voudrait résolument s'engager sur le chemin du développement durable. Nous pensons ici à l'alphabétisation, au renforcement des structures scolaires et sanitaires, au désenclavement du milieu par les moyens de communications sociales et surtout à la valorisation des villages détruits et vidés des habitants. En effet la déstabilisation de nos villages à vocation essentiellement agricole ouvre la voie à l'exode rural et compromet par conséquent l'avenir économique du pays. Pour le paysan aujourd'hui victime des exactions de la LRA, la sécurité ainsi que tout le cortège du bien être se trouveraient en ville ! Aussi voudrions-nous avec l'appui de notre gouvernement et des autres intervenants remettre les paysans de Doruma dans leur droit et mettre en valeur les potentialités humaines et naturelles de nos villages, ceci pour le bien être de toute la nation congolaise et pour la gloire de Dieu.

II. REQUETES DE LA COMMUNAUTE DE BASE DE DORUMA.

- Le terrorisme n'est-il pas une forme de violence la plus redoutée au sein du monde moderne ? A Doruma comme partout dans les autres villages du bassin de l'Uélé, le phénomène LRA est un grand défi pour une communauté internationale qui s'est investie dans la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes. Aussi le cas échéant de la LRA mérite une attention spéciale et une intervention urgente du point de vue militaire (dont la réalisation est en cours), judiciaire et humanitaire.

- Sous l'angle humanitaire, nous sollicitons des organismes humanitaires tant nationaux qu'internationaux de voler à notre secours dans les domaines ci-après :

A. ASSISTANCE URGENTE

- 1) Nourriture pour une période de six mois et destinée à une population de 45000 habitants (bilan provisoire) : sinistrés de Doruma centre et déplacés de villages périphériques concentrés à Doruma (17050 personnes) à Gangala et à Naparka (65 km de Doruma centre)
- 2) Assistance médicale : service de la croix rouge pour enterrer en bonne et due forme de centaines de cadavres en putréfaction qui sont encore manifestement visibles autour de Doruma, mesures hygiéniques et eau potable, assistance aux malades en médicaments, en matériels et en personnel
- 3) Abris et installer les familles des déplacés dans leurs milieux d'accueil
- 4) Désenclaver Doruma par les moyens de communication : Thuraya ou par l'ouverture d'un réseau téléphonique.

B. DEVELOPPEMENT DURABLE

- 1) Réhabilitation des structures scolaires et sanitaires détruites par la LRA
- 2) Alphabétisation et éducation civique de la masse paysanne
- 3) Promotion des activités génératrices des recettes dans les milieux paysans : agriculture, élevage, pisciculture, artisanat...
- 4) Amélioration de l'habitat
- 5) Dotation du milieu d'une source énergétique adaptée aux réalités locales.

III. ENGAGEMENT DE LA COMMUNAUTE DE BASE.

Le comité local de gestion de crise s'engage résolument dans un partenariat solide et crédible avec les organismes et les bailleurs des fonds et sous la houlette de la caritas diocésaine dans le domaine du soutien alimentaire et du développement durable à savoir la réhabilitation des structures scolaires et sanitaires, alphabétisation et éducation civique, activités paysannes génératrices des recettes et amélioration de l'habitat.

IV. STRUCTURE DU COMITE LOCAL DE GESTION DE CRISE.

1. Le curé de la paroisse pour la caritas paroissiale et le CPD (Commission Paroissiale pour le Développement)
2. Le chef de Poste d'encadrement administratif (CPEA) : il représente l'autorité politico-administrative au sein du comité.
3. Le président de la société civile
4. Le représentant des associations locales
5. Un représentant du secteur de santé
6. Un représentant du secteur de l'éducation
7. Le chef de groupement urbain, pour le compte de l'autorité coutumière.

Le statut du comité fera l'objet d'un autre document qui présentera les projets relatifs au développement durable.(Cf annexe)

V. CONSIDERATIONS SUR LE COUT ESTIMATIF DU PROGRAMME.

Sur base des données statistiques du présent document, nous laissons aux experts en matière le soin d'évaluer le coût global des interventions dans les différents domaines ciblés par la communauté de base.

VI. CONCLUSION

Nous adressons nos remerciements anticipés à toute personne ou organisation humanitaire d'origine gouvernementale ou non qui portera une attention particulière et bienveillante à la misère de la population victime de la LRA à Doruma et ailleurs.



Fait à Doruma, le 25/01/2009

Pour le comité local de gestion de crise

Abbé JEAN- MARIE LIGA

CURE DE LA PAROISSE DE DORUMA

- Le chef de Poste d'encadrement administratif

GILES NZERU

- Le Président de la société civile

Pasteur Malou Ferdinand

- Représentants des associations locales

Augustin NGIBAMALAYO

